



# Conseil économique et social

Distr. générale  
8 février 2024

Français  
Original : anglais

## Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

### Quatre-vingtième session

Bangkok, 22-26 avril 2024

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

**Organe spécial pour les pays les moins avancés,  
les pays en développement sans littoral et les petits  
États insulaires en développement**

## Résumé du rapport de 2024 sur le développement des pays de l'Asie et du Pacifique ayant des besoins particuliers : la transition numérique au service de la productivité et de l'emploi décent

### Note du secrétariat

#### *Résumé*

Dans un contexte marqué par l'automatisation et par la transition numérique, la voie traditionnelle de l'industrialisation à forte intensité de main-d'œuvre devient moins viable pour les pays en situation particulière, en d'autres termes pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, en Asie et dans le Pacifique. En effet, les activités économiques font de plus en plus appel à des procédés axés sur la technologie, ce qui réduit la dépendance à l'égard du travail manuel et améliore les possibilités d'échanges de services d'un pays à un autre. Dans les pays en situation particulière, où une part importante de la main-d'œuvre est employée dans les secteurs agricoles à faible productivité et dans le secteur informel, la transition numérique offre la possibilité de sauter des étapes, car les technologies numériques nécessitent moins de capital que les techniques traditionnelles et apportent de réels gains d'efficacité dans la conduite des affaires et la fourniture de services publics. Toutefois, pour tirer parti des avantages du numérique, il est indispensable de disposer d'infrastructures adéquates, de capacités d'adaptation et de cadres d'action favorables.

Dans le présent document, le secrétariat examine dans quelle mesure la transition numérique et l'automatisation peuvent contribuer à renforcer les capacités de production des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement. Il se concentre sur le secteur des services, ainsi que sur les activités agricoles et industrielles qui, grâce au passage au numérique, sont de plus en plus axées sur le service, offrant ainsi de nouvelles possibilités de croissance de la productivité et de création d'emplois. Il met également en évidence les risques que supposent ces technologies, notamment le bouleversement des emplois traditionnels et les risques liés à la cybersécurité. Plusieurs stratégies sont envisagées dans le document en vue de relever ces défis, notamment améliorer la connectivité et l'infrastructure pour combler le fossé numérique ; donner la priorité aux initiatives d'éducation et de formation adaptées aux stratégies des entreprises ou d'investissement afin de renforcer les compétences

\* ESCAP/80/1.

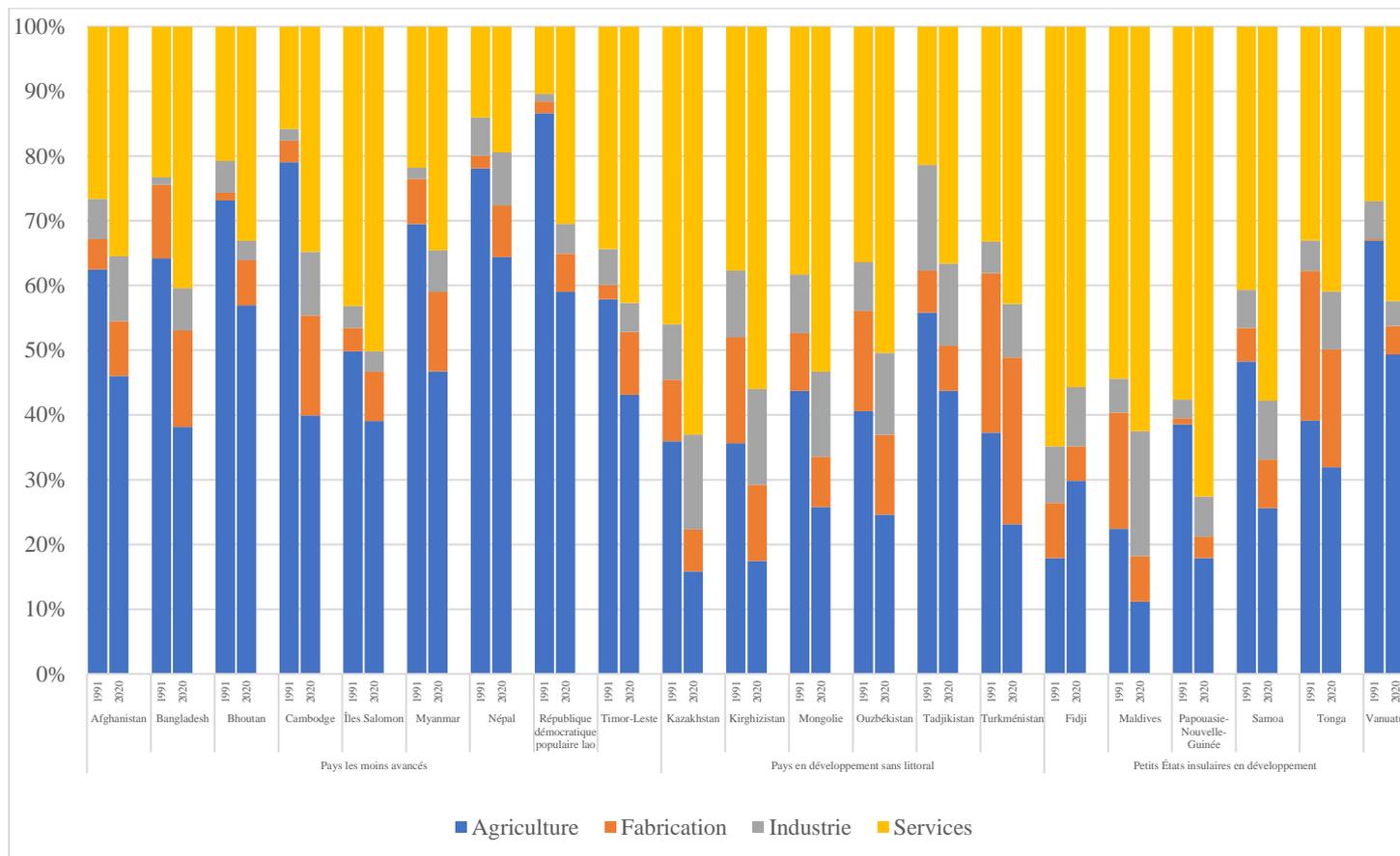
et l'habilité numérique et favoriser la coopération régionale en matière de commerce et d'investissement dans l'économie numérique.

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique souhaitera peut-être examiner les conclusions, les solutions possibles et les recommandations figurant dans le présent document et donner au secrétariat des orientations concernant ses activités futures dans ce domaine.

## **I. Introduction**

1. Les progrès du numérique et le potentiel évolutif du secteur des services offrent des possibilités de développement sans précédent aux pays en situation particulière. L'instauration d'un écosystème propice à l'économie numérique suppose de mettre en place une infrastructure de base et d'acquérir des compétences. Les possibilités évoquées plus haut sont apparues parallèlement à l'automatisation du travail et à la grande tendance qu'est la transition numérique. Par voie de conséquence, l'industrialisation à forte intensité de main-d'œuvre héritée du passé est de moins en moins à même de favoriser le développement. Les anciens modèles de transformation des pays en développement supposaient pour la plupart un déplacement progressif de l'emploi de l'agriculture vers l'industrie, puis vers les services. Le secteur manufacturier a joué un rôle majeur en ce sens qu'il a permis la croissance de la productivité et de l'emploi, en particulier pour les travailleurs relativement peu qualifiés. Plus récemment, l'emploi s'est déplacé directement vers le secteur des services (figure I), qui offre relativement moins de possibilités en raison de sa nature essentiellement non marchande, de perspectives limitées de mécanisation, du rôle intrinsèque de la main-d'œuvre et d'économies d'échelle moindres. En outre, les travailleurs des pays en situation particulière se sont pour la plupart déplacés dans les activités du secteur des services où le travail informel est très répandu et la productivité relativement plus faible.

Figure I  
Évolution de l'emploi dans les pays en situation particulière, par secteur



Source : Organisation internationale du Travail (OIT), ILOSTAT. Disponible à l'adresse suivante : <https://ilostat.ilo.org> (page consultée le 8 août 2023).

2. Toutefois, grâce à un secteur des services de nature à évoluer et à une transition numérique qui progresse, les pays en situation particulière ont à présent la possibilité de sauter des étapes. Ainsi, nombre des aspects positifs de l'industrie manufacturière sont également de plus en plus présents dans le secteur des services<sup>1</sup>. Premièrement, grâce aux progrès des technologies numériques et des communications, de nombreux services sont devenus plus commercialisables que par le passé. Par exemple, des services informatiques, d'éducation en ligne et de télémedecine peuvent être fournis dans le monde entier sans nécessiter une présence physique du prestataire ou de l'utilisateur. De même, les plateformes numériques élargissent les marchés, permettant aux petits pays en situation particulière de bénéficier d'économies d'échelle. Il est important de noter que les dépenses d'équipement des entreprises de services sont généralement moindres que celles des entreprises manufacturières, ce qui permet aux pays de se développer malgré des ressources financières limitées. De plus, le secteur des services a la capacité de s'adapter rapidement aux nouvelles technologies. Il est donc plus facilement adaptable dans le contexte de la transition numérique et à même de tirer parti de nouvelles possibilités.

<sup>1</sup> Richard Baldwin et Rikard Forslid, « Globotics and development: when manufacturing is jobless and services are tradeable », *World Trade Review*, vol. 22, numéro spécial n° 3-4 (octobre 2023), p. 302-311.

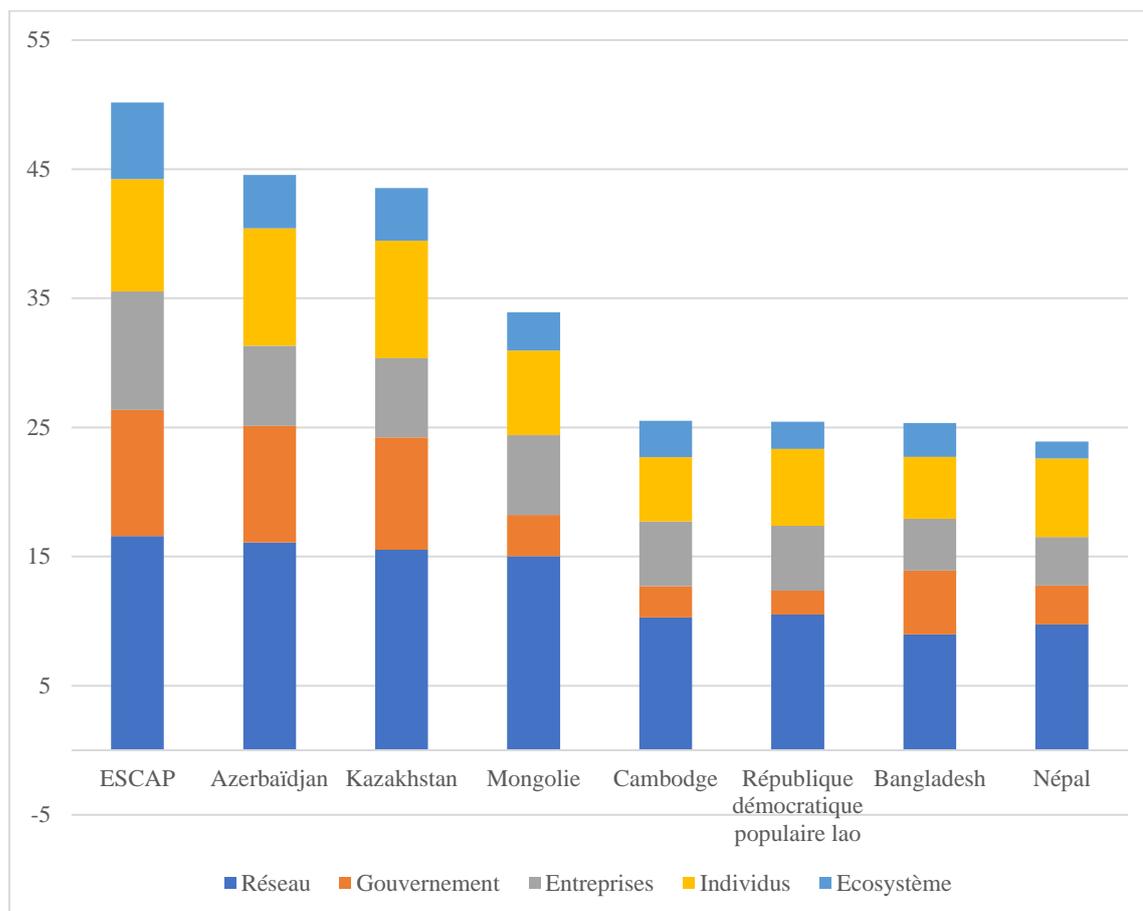
3. Pour tirer parti des avantages de la transition numérique, il faut toutefois s'attaquer aux problèmes sous-jacents. Tout d'abord, lorsque l'infrastructure numérique est peu développée, les taux d'utilisation, de stabilité et d'accessibilité financière de l'Internet sont plus faibles. Dans la plupart des pays en situation particulière, les utilisateurs n'ont encore qu'un accès réduit à la fibre optique et à une connexion Internet à large bande ou aux réseaux mobiles à haut débit. Le manque d'habileté numérique, les bas niveaux d'adoption des technologies numériques et le manque de cadres réglementaires relatifs à la protection des données et aux transactions en ligne, qui augmentent les coûts opérationnels des entreprises numériques, posent des problèmes supplémentaires. Selon l'indice de transformation numérique de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), les pays les moins avancés n'obtiennent de bons résultats dans aucun des cinq piliers (réseau et infrastructure, gouvernement, entreprises, individus et écosystème), ces résultats étant particulièrement médiocres en ce qui concerne le pilier gouvernement (voir figure II). Les pays en développement sans littoral sont mieux à même de tirer parti de la transition numérique<sup>2</sup>. Les faibles résultats observés dans les pays les moins avancés expliquent également pourquoi ceux-ci sont moins compétitifs dans le domaine de l'économie numérique et, en effet, en 2021, les pays les moins avancés de la région Asie-Pacifique n'ont reçu que 0,10 % des flux d'investissements étrangers directs dans le numérique dans la région. De même, en 2022, moins de 1 % des exportations régionales de services pouvant être fournis par voie numérique étaient réalisées par ces pays<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Jongsur Park, Seunghwa Jun et Jeong Yoon Kim, « Methodology for data analysis of digital transformation », Division des technologies de l'information et de la communication et de la réduction des risques de catastrophe, série de documents de travail de la CESAP (Bangkok, 2022).

<sup>3</sup> *Asia-Pacific Trade and Investment Report 2023/2024: Unleashing Digital Trade and Investment for Sustainable Development* (publication des Nations Unies, 2023).

Figure II  
Indice de transformation numérique pour une sélection de pays



Note : le chiffre reflète le score composite de l'indice de transformation numérique pour chaque pays sur la base des dernières données disponibles.

4. Dans le rapport sur le développement des pays de l'Asie et du Pacifique en situation particulière de 2024 : la transition numérique au service de la productivité et de l'emploi décent, la CESAP examine les effets du passage au numérique et de l'automatisation sur la productivité et l'emploi décent dans les pays en situation particulière. Il est important de comprendre ces liens pour formuler des politiques cohérentes.

## II. Effets de la transition numérique sur la productivité et l'emploi et rôle nouveau du secteur des services

5. Les effets de la transition numérique sur la productivité et l'emploi sont dynamiques et multiformes. Bien que les applications numériques puissent stimuler considérablement la productivité dans de nombreux domaines allant de l'agriculture à l'industrie manufacturière et aux services, leurs retombées en matière d'emploi dépendent de plusieurs facteurs, tels que la nature de la main-d'œuvre et la capacité d'adaptation des économies.

### A. Effets de la transition numérique sur la productivité

6. Les technologies numériques permettent d'automatiser les tâches routinières, d'accélérer les processus et de réduire les risques d'erreurs

humaines. Les solutions numériques peuvent également améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement et l'affectation des ressources. Surtout, elles favorisent l'innovation, car elles permettent de mettre en place de nouvelles méthodes de travail, de nouveaux produits et de nouveaux modèles d'entreprise dans de nombreux secteurs. Les effets positifs du numérique sur la productivité des entreprises sont bien connus. Par exemple, la Banque mondiale a constaté que la productivité du travail est 3,7 fois plus élevée dans les entreprises africaines qui ont accès à Internet que dans celles qui n'y ont pas accès<sup>4</sup>.

7. Dans le secteur agricole, qui est le plus grand pourvoyeur d'emploi dans plusieurs des pays les moins avancés, des technologies telles que le Système mondial de localisation, l'Internet des objets et les drones améliorent l'efficacité de la gestion des exploitations. Les agriculteurs disposent non seulement d'informations en temps réel sur les conditions météorologiques, les maladies et les pratiques les plus favorables pour améliorer le rendement et la qualité des cultures, mais ils peuvent également utiliser des plateformes de commerce électronique d'entreprise à entreprise et d'entreprise à consommateurs, et ainsi se passer des intermédiaires et améliorer leurs prix. Au Bangladesh, iPAGE, une start-up technologique primée par les Nations Unies, utilise les données, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle afin de fournir aux petits agriculteurs et à d'autres parties prenantes des informations essentielles à l'amélioration de leurs activités. Elle a collaboré avec plus de 10 000 petits agriculteurs et contribué à réduire de 25 % la consommation d'engrais. En outre, elle a permis d'améliorer les rendements de 12 %, de faire chuter les coûts d'investissement de 75 %, de diminuer les coûts d'approvisionnement pour les acheteurs et de stimuler les ventes pour les fournisseurs d'intrants et de machines. Enfin, elle a contribué à réduire les émissions de carbone de 2 millions de kg par an<sup>5</sup>.

8. Dans les pays en développement sans littoral d'Asie, où une part importante de l'activité économique repose sur l'exploitation minière et les exportations de produits de base, la transformation numérique peut améliorer la productivité et créer des emplois décents. L'automatisation et la commande à distance des procédés d'extraction, notamment, permettent des gains d'efficacité et de sécurité. Les outils numériques peuvent optimiser la logistique et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, en réduisant les coûts et en améliorant la transparence. Des logiciels de cartographie tridimensionnelle peuvent être utilisés pour créer des cartes numériques du sous-sol et l'automatisation des machines peut améliorer l'efficacité, la fiabilité et la rentabilité. Au Kazakhstan, par exemple, les entreprises poursuivent leur transformation numérique afin de s'adapter aux conditions de plus en plus complexes et concurrentielles de l'industrie extractive qui représente 13 % du produit intérieur brut<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes du numérique* (Washington, 2016).

<sup>5</sup> Voir [www.ipageglobal.com/](http://www.ipageglobal.com/).

<sup>6</sup> Farida M. Issatayeva *et al.*, « Fuel and energy complex of Kazakhstan: geological and economic assessment of enterprises in the context of digital transformation », *Energies*, vol. 16, n° 16 (août 2022).

9. Outre les avantages commerciaux, le passage au numérique a également des effets importants sur la productivité dans les services publics, en particulier pour les petits États insulaires en développement, qui disposent de peu de moyens pour développer leurs activités économiques. Parce qu'elle permet des gains d'efficacité et d'accessibilité, la transition numérique est particulièrement importante dans les pays où la population est géographiquement dispersée, car elle peut promouvoir l'interopérabilité et faciliter la bonne intégration d'une gamme de services publics et privés<sup>7</sup>. Lorsque la Papouasie-Nouvelle-Guinée a développé son infrastructure numérique, elle a mis en place une plateforme numérique visant à simplifier l'accès aux services, à renforcer la sécurité des données, à réduire la fraude et à améliorer l'expérience générale de l'utilisateur. Grâce à la transformation numérique des services financiers, l'inclusion financière s'est nettement améliorée, en particulier dans les pays où l'infrastructure bancaire est insuffisante. Un ensemble de transactions supplémentaires ont ainsi été mises à disposition, ce qui a permis aux personnes qui travaillent dans le secteur informel d'avoir accès à des services bancaires et à l'épargne et d'effectuer des transactions en toute sécurité. Les marchands ambulants et les petits détaillants ont également bénéficié de cette transformation, car grâce aux systèmes de paiement par téléphone mobile et aux plateformes de commerce en ligne, ils ont accès à une clientèle plus large. La finance numérique permet de gérer plus efficacement les stocks et de recevoir des paiements électroniques, offrant ainsi une solution de remplacement plus sûre et plus pratique aux transactions traditionnelles en espèces. En outre, la finance numérique a eu pour effet de réduire le coût des envois de fonds, qui sont une source importante de flux financiers dans de nombreux États, comme les Fidji et le Samoa.

## **B. Effets de la transition numérique sur l'emploi**

10. En matière d'emploi, les effets de la transition numérique dépendent essentiellement du niveau de compétences de la main-d'œuvre et de l'ouverture de nouvelles possibilités. L'automatisation et l'intelligence artificielle entraînent souvent le remplacement du travail humain, en particulier dans les emplois routiniers et manuels. Bien qu'elles soient annonciatrices de pertes d'emplois dans certains secteurs, de nouvelles possibilités verront le jour dans les secteurs axés sur le numérique, qui exigent cependant un niveau de compétences plus élevé. Ainsi, si l'avènement de l'intelligence artificielle générative a rendu obsolètes certains emplois de programmation peu qualifiés, elle en a créé de nouveaux – tels que les ingénieurs de requête – qui n'existaient pas auparavant.

11. La transition numérique peut augmenter le risque de stagnation des salaires et creuser le fossé numérique à l'intérieur des pays et entre eux. Compte tenu de la rapidité de la transformation numérique, la main-d'œuvre locale pourrait ne pas être en mesure d'acquérir à temps les compétences numériques nécessaires, ce qui entraînerait le déplacement d'un grand nombre d'emplois, en particulier pour les personnes employées dans les industries traditionnelles. En outre, les inégalités de revenus peuvent se creuser, car les progrès techniques basés sur les compétences augmentent la demande de travailleurs hautement qualifiés et réduisent la demande de

<sup>7</sup> Digital Watch, « Papua New Guinea rolls out platform for management of digital IDs », 4 mai 2023.

travailleurs non qualifiés. Les pays en situation particulière, notamment les pays les moins avancés, pourraient devenir dépendants des emplois peu rémunérés et peu qualifiés dans les chaînes d’approvisionnement numériques mondiales, ce qui limiterait les possibilités de création d’emplois à plus forte valeur ajoutée.

12. La transition numérique va vraisemblablement transformer l’économie des services, notamment dans le secteur informel qui concentre 37 % de l’ensemble des emplois dans les services des pays en situation particulière<sup>8</sup>. Cette transformation serait facilitée par : a) l’accès à des plateformes de formation et d’éducation en ligne ; b) la création de nouvelles possibilités d’emploi, par exemple dans les domaines du commerce en ligne, de la livraison et de l’administration numérique ; c) la formalisation des travailleurs du secteur informel, qui auront ainsi accès à des services financiers numériques (services de banque mobile, par exemple), à une meilleure sécurité de l’emploi et à des avantages plus nombreux.

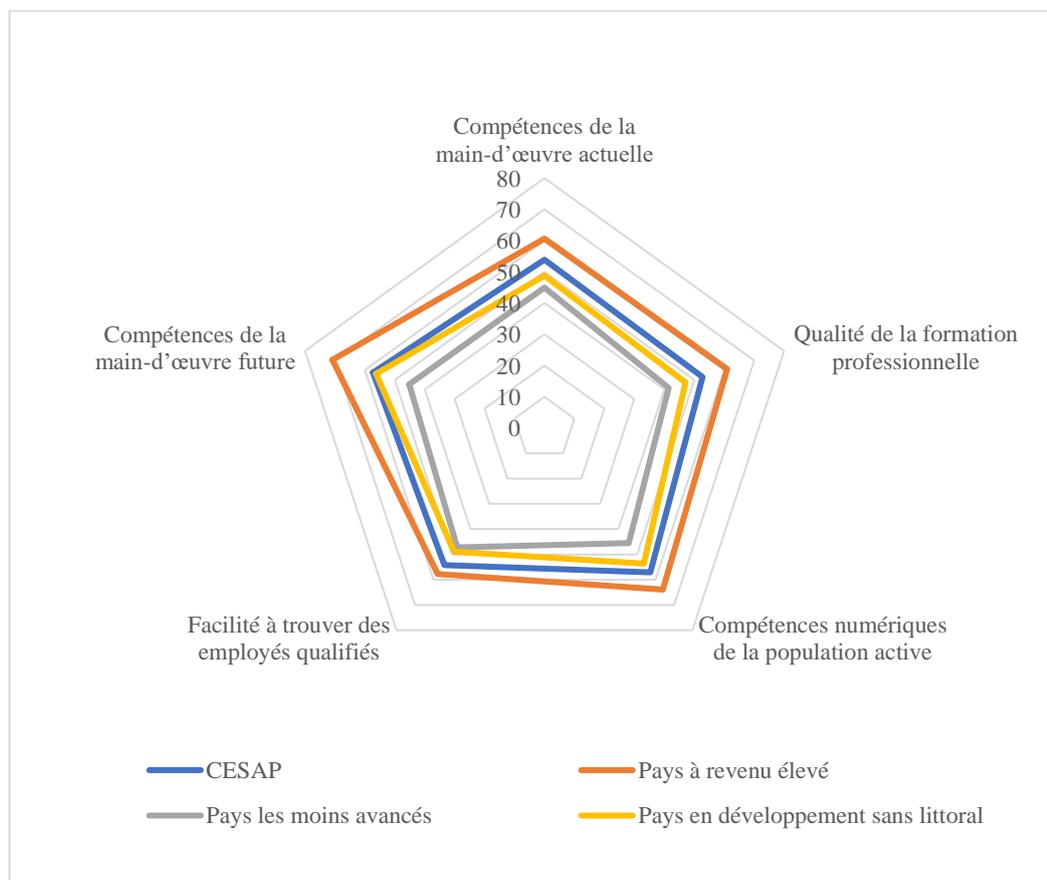
13. L’accès à une infrastructure numérique fiable et à une formation professionnelle est une condition préalable pour tirer parti des avantages de la transition numérique. En moyenne, les petits États insulaires en développement n’ont que 2 abonnements fixes à haut débit pour 100 habitants et les pays les moins avancés que 4 abonnements fixes à haut débit pour 100 habitants, alors que la moyenne régionale est de 17,2. On observe la même tendance en ce qui concerne les abonnements au haut débit mobile pour 100 habitants : dans les pays les moins avancés de la région, ce nombre est de 64,7, contre 85,2 au niveau régional<sup>9</sup>. Il est donc essentiel d’investir dans une infrastructure numérique, c’est-à-dire dans des réseaux fixes et mobiles à haut débit. Les pays les moins avancés sont moins bien préparés à tirer parti de la transformation numérique au regard de plusieurs indicateurs, notamment en ce qui concerne les compétences des futurs travailleurs (figure III), d’où l’importance de l’habileté numérique.

---

<sup>8</sup> OIT, ILOSTAT. Disponible à l’adresse suivante : <https://ilostat.ilo.org> (page consultée le 8 août 2023).

<sup>9</sup> *Asia-Pacific Countries with Special Needs Development Report 2023: Strengthening Regional Cooperation for Seamless and Sustainable Connectivity* (publication des Nations Unies, 2023).

Figure III  
**Compétitivité de la main-d’œuvre**



Source : Forum économique mondial, *The Global Competitiveness Report Special Edition 2020: How Countries are Performing on the Road to Recovery* (Genève, 2020).

14. En résumé, la transition numérique peut avoir un effet significatif sur les économies informelles en offrant de nouvelles possibilités de revenus, d’accès au marché et d’inclusion financière. Toutefois, pour tirer pleinement parti de ces avantages, il faut créer un écosystème favorable, ce qui implique de développer l’infrastructure, de renforcer l’habileté numérique et de mettre en place des cadres de politiques adaptés.

**C. Rôle nouveau du secteur des services**

15. Sous l’effet de la transformation numérique, le secteur des services présente de plus en plus les caractéristiques du développement du secteur manufacturier, à savoir l’échangeabilité, les économies d’échelle, la croissance de la productivité et l’innovation. Toutefois, à la différence du secteur manufacturier, la croissance de la productivité et l’emploi de personnel non qualifié sont moins fréquents dans les sous-secteurs des services. En effet, alors que certains sous-secteurs des services aux entreprises, tels que les technologies de l’information et de la communication, affichent des niveaux de productivité extrêmement élevés, les possibilités de création d’emplois pour les personnes non qualifiées sont limitées. D’autre part, le secteur des services traditionnel, qui englobe des activités telles que le commerce de détail, se caractérise par une croissance limitée de la productivité, mais absorbe la majeure partie de la main-d’œuvre non qualifiée.

16. La diffusion des technologies numériques dans les services offre des possibilités considérables dans les pays en situation particulière. Premièrement, la création et le développement d'entreprises de services, en particulier celles qui reposent sur des plateformes numériques, nécessitent souvent moins de capitaux et d'infrastructures que les entreprises manufacturières. Deuxièmement, les services, en particulier dans les domaines des technologies de l'information, de la finance et du tourisme, peuvent accéder aux marchés mondiaux par des canaux numériques, avec un potentiel de croissance important à la clef. Troisièmement, le secteur des services, stimulé par la transformation numérique, peut créer un large éventail d'emplois exigeant différents niveaux de compétences, y compris des emplois hautement qualifiés dans les technologies de l'information et la finance, et des emplois plus accessibles dans des domaines tels que le marketing numérique et le service à la clientèle. Quatrièmement, le secteur des services peut rapidement s'adapter et innover grâce aux nouvelles technologies, ce qui le rend plus dynamique et plus réactif aux tendances du numérique.

17. Les plateformes numériques permettent également aux travailleurs du secteur informel d'accéder à des marchés plus étendus et d'augmenter ainsi leurs revenus. Grâce aux places de marché en ligne et aux médias sociaux, les artisans peuvent présenter leurs produits à de potentiels clients du monde entier. Cela permet d'augmenter les revenus et de réduire la dépendance à l'égard des intermédiaires traditionnels, comme c'est le cas au Népal, où le numérique et l'accès au marché en ligne ont profité aux artisans locaux. Au Cambodge, les plateformes de transport et de livraison ont intégré les motos-taxis et les tuk-tuks dans leurs services, offrant ainsi aux travailleurs un accès à un système d'emploi formel. Par ailleurs, l'essor des plateformes mondiales de travail indépendant crée des possibilités pour les travailleurs des pays en situation particulière.

### **III. Politiques adaptées et coopération régionale pour tirer parti de la transition numérique**

18. La transition numérique ouvre la voie de la transformation pour les pays en situation particulière, car elle leur donne la possibilité de sauter les étapes du développement traditionnel en adoptant, par exemple, les technologies mobiles et les sources d'énergie renouvelables, notamment l'énergie solaire. Ils peuvent ainsi se passer d'installer des lignes terrestres à grande échelle et des réseaux centralisés, ce qui leur procure des avantages considérables dans les domaines de la finance, de l'éducation et des soins de santé, pour ne citer qu'eux.

19. Afin d'exploiter pleinement les avantages de la transition numérique, il est essentiel que les pays en situation particulière mettent en œuvre des politiques adaptées. Ils doivent notamment mettre en place une infrastructure solide qui assure un accès fiable à l'électricité et à Internet, condition indispensable pour réduire la fracture entre zones rurales et zones urbaines. Il est capital que chaque personne ait équitablement accès à ces services, notamment les femmes et les habitants des zones reculées. De plus, il est crucial de doter la main-d'œuvre de compétences numériques pour exploiter au mieux les avantages de ces technologies et éviter que le fossé entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés se creuse davantage.

20. Bien qu'elle offre des solutions, la transition numérique présente également des inconvénients, notamment le risque que le numérique soit exploité au profit de l'économie parallèle, les atteintes à la vie privée et la dépendance à l'égard de certaines plateformes numériques. Il importe donc de mettre en place des cadres réglementaires solides et d'adopter des mesures de cybersécurité efficaces et des lois strictes sur la protection des données afin d'assurer une croissance équitable et de protéger les droits individuels et collectifs.

21. Une stratégie consiste à contrebalancer les progrès rapides du numérique par un développement progressif des secteurs fondamentaux. Pour ce faire, il faut donner la priorité au développement des secteurs de la banque mobile et du commerce électronique, par exemple, pour une croissance immédiate, tout en renforçant graduellement les capacités dans des domaines tels que l'industrie manufacturière, qui ont besoin de solides infrastructures de transport, d'électricité et de télécommunications pour faciliter les exportations.

22. La priorité doit être accordée à l'éducation et à l'expansion de l'infrastructure numérique dans les pays en situation particulière afin d'éviter la marginalisation numérique des travailleurs moins qualifiés. Une telle démarche pourrait contribuer à réduire le fossé entre zones rurales et zones urbaines en s'attaquant à la pauvreté rurale et au travail informel. La coordination de politiques qui assurent une cohérence entre les stratégies industrielles ou d'investissement étranger direct et les initiatives d'éducation est essentielle pour créer un environnement propice à l'entrepreneuriat numérique et à la croissance des entreprises.

23. Parmi les exemples de mise en œuvre réussie de politiques numériques dans les pays les moins avancés, on peut citer : l'accent mis sur l'amélioration de l'habileté numérique au Bangladesh afin de répondre aux exigences technologiques mondiales, les mesures d'amélioration de l'infrastructure numérique prises par le Cambodge en vue de faciliter l'accès au marché numérique et l'élaboration de politiques visant à soutenir l'entrepreneuriat numérique au Népal, qui ont stimulé la création de nombreuses start-up numériques.

24. Pour les pays en développement sans littoral, il est essentiel de se concentrer sur l'infrastructure numérique rurale, les partenariats entre secteur public et secteur privé et les programmes de développement des compétences. Parmi les activités menées à cette fin, on peut citer : des initiatives menées en Mongolie en vue d'améliorer la connectivité rurale et des projets de collaboration au Kazakhstan visant à connecter les écoles à Internet, qui démontrent les effets de stratégies numériques ciblées.

25. Des stratégies numériques adaptées aux défis et aux opportunités caractéristiques des petits États insulaires en développement se sont avérées efficaces. C'est le cas notamment des mesures visant à améliorer la connectivité numérique en vue de stimuler le tourisme, à promouvoir le commerce électronique pour la diversification économique et à garantir un accès inclusif à la technologie afin d'éviter une aggravation de la fracture numérique. L'appui international est essentiel pour renforcer les capacités numériques des petits États insulaires en développement.

26. La coopération régionale est primordiale pour que les pays en situation particulière puissent tirer parti de la transition numérique dans le commerce et l'investissement. En mettant l'accent sur le commerce numérique dans les accords régionaux, on peut s'attaquer aux obstacles réglementaires et améliorer l'interopérabilité, en rapprochant les compétences numériques des pays en situation particulière des normes mondiales. Alors que l'investissement direct étranger dans le numérique est essentiel au développement de l'économie numérique, dans les pays en situation particulière, notamment dans les pays les moins avancés, celui-ci tarde à se concrétiser en raison de la pénurie de compétences et de problèmes de réglementation. Il est essentiel de résoudre ces problèmes afin d'attirer davantage d'investissements dans le secteur numérique. De plus, l'optimisation de la transformation numérique des réseaux ferroviaires dans la région n'est possible que si les pays coopèrent au niveau régional. Le renforcement des capacités numériques dans la gestion du trafic, les processus opérationnels ferroviaires et les passages aux frontières peut améliorer considérablement le secteur des transports, ce qui se traduira par des retombées économiques plus importantes.

#### **IV. Questions portées à l'attention de la Commission**

27. Un examen plus détaillé des défis, des possibilités et des recommandations mentionnés ci-dessus figure dans le rapport de 2024 sur le développement des pays de l'Asie et du Pacifique ayant des besoins particuliers : la transition numérique au service de la productivité et de l'emploi décent, qui sera mis en ligne avant la quatre-vingtième session de la Commission.

28. La Commission est invitée à examiner les priorités et les besoins de coopération mis en évidence dans le présent document et à fournir au secrétariat des orientations sur les éléments qui devraient être approfondis. Ces orientations détermineraient les prochains travaux d'analyse du secrétariat et contribueraient à leur planification et à la formulation de projets de coopération technique et d'aide au renforcement des capacités en faveur des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement.

---